

Monsieur Bernard PUJADES
3 rue Francis Jammes
64510 ASSAT

Mairie de Seysses
Courrier arrivé le
07 JUL. 2025
N°

MAIRIE DE SEYSSES
10 place de la Libération
31600 Seysses

Assat, le 21 juin 2025

Lettre recommandée avec accusé réception

Objet : Demande d'abrogation partielle du PLU voté le 26/02/2020 - Parcelles n°589 et 590 dans le cadre de l'enquête publique portant sur le projet de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme

Monsieur le Maire,

Je me permets de vous solliciter aux fins de vous demander l'abrogation partielle du PLU voté le 26/02/2020 et concernant les parcelles n°589 et 590 dans le cadre de l'enquête publique en cours portant sur le projet de modification n°4 du PLU.

En effet, cela fait plusieurs années que je sollicite la Mairie de Seysses via courriers postaux et rencontres avec votre prédécesseur. Celles-ci sont restées vaines, et ce, malgré un engagement oral de sa part, quant au passage en zone constructible de mes deux parcelles sus mentionnées sous 5 ans.

Malgré mes démarches et mes dépôts auprès des différents commissaires enquêteurs lors de la remise à jour du PLU, rien n'a bougé. Pire, je n'ai aucun élément à force probante qui fait que ma parcelle soit classée, à tort, comme agricole.

Aussi je me permets de contester une nouvelle fois ce classement en zone agricole et ce pour les motifs suivants :

- Le plan de zonage du PLU laisse apparaître des zones constructibles dans tout le hameau des Aujoulets
- Mes terrains classés en zone agricole n'ont pas fait l'objet d'une utilisation agricole depuis plus de 15 ans.
- Les parcelles alentours ont toutes été viabilisées
- Mes terrains ne peuvent être identifiés comme étant à protéger, puisqu'ils ne représentent ni une surface importante ni une surface agricole utile
- La surface de mes parcelles d'un total de 9 851 m² est insuffisante pour les besoins d'une agriculture intensive
- Les terrains alentours sont majoritairement des parcelles construites, et pour la plupart avec des pavillons individuels de moins de 5 ans, et par voie de conséquences classées en zone U.

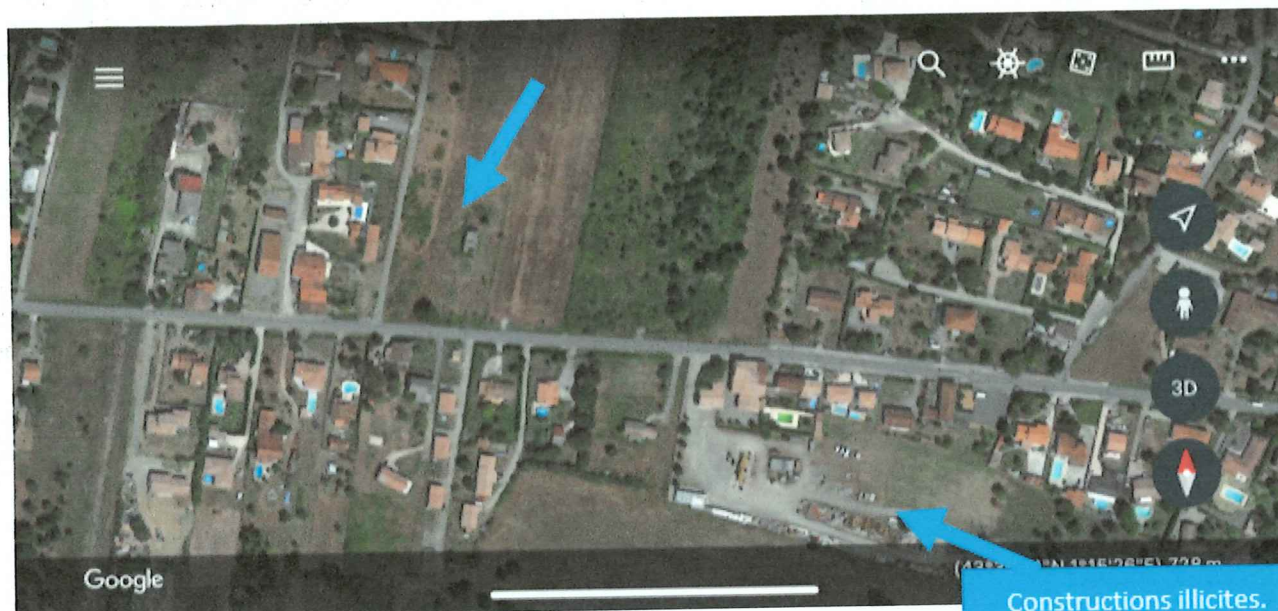
- Le classement en zone agricole est contraire à l'objectif de densification du hameau (construction du collège, mise en conformité tout à l'égout + VRD, projection d'afflux de population sur cette zone estimée à 10 000 personnes à horizon des 5 ans, etc.) prévu par le PLU qui prévoit, entre autres d'autoriser le comblement des dents creuses.
- Le classement de mes parcelles est discriminatoire par rapport aux parcelles voisines et similaires classées en zone U et les parcelles en cause sont viabilisées et desservies par le réseau électrique.
- Lors des derniers conseils de quartiers Les Aujoulets-Couloume (03/04/2023 et 24/04/2024), il a été présenté le projet d'aménagement de trottoirs et piste chausidou afin de sécuriser piétons (collégiens) et cyclistes ; lesquels aménagements sont prévus comme devant être réalisés prioritairement le long de mes parcelles.

A ce titre, je vous renvoie également à tous les arrêts de cours administratives d'appel sur des questions du même ordre. Ces arrêts, valant jurisprudence, reconnaissent la possibilité de motifs de l'erreur du classement des terrains en zone agricole et que le PLU peut être contesté.

Par ailleurs, vous trouverez ci-après deux photos de mes parcelles démontrant les éléments mis en avant précédemment :



Ma parcelle avec présence de poteaux électriques dessus et alentours, prouvant une urbanisation très proche



Vue d'ensemble – dent creuse



Constructions illicites.
Aucun permis de
construire. Bâti existant
depuis de nombreuses
années

Au vu de ce qui précède, j'invoque par la présente une erreur de zonage puisque, outre le fait que les parcelles alentours sont toutes constructibles au vu des pavillons érigés sur lesdites parcelles et que les parcelles n°589 et 590 sont classées agricoles alors que se trouve un hangar, certes en ruines aujourd'hui, pour lequel j'acquiesce chaque année une taxe foncière. Sur ce point, je me permets de vous signifier que la taxe foncière a toujours été payée depuis l'acquisition du terrain, à la fin des années 50 par mon père ; époque à laquelle a été construit légalement le hangar, et qui servait à mon père de hangar à pneus (il était vulcanisateur) et n'avait et n'a jamais eu aucune vocation agricole de quelque ordre que ce soit.

Aussi, je vous remercie de bien vouloir examiner ma requête et de m'apporter réponses et arguments. Par ailleurs, je vous remercie de bien vouloir me fournir toutes les décisions, délibérations ainsi que tout document officiel qui fait que mes parcelles se trouvent entourées de constructions récentes et que je me heurte à des promesses non tenues, des refus non motivés, ne reposant sur aucun fondement juridique. Faute de réponse de votre part, je saisis la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA) afin d'obtenir les documents pour tenter de comprendre pourquoi je suis lésé et entreprendre, le cas échéant, tous les recours possibles.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, mes salutations distinguées

